



## MEMORANDUM N° 08/2011

21/01/2011

### SUMMARY:

- ONE) – **EU FREEZES ASSETS OF GBAGBO AND SUPPORTERS** – *Page 2*
- TWO) – **UN ACCUSES GBAGBO FORCES OF ATTACKING, BURNING UN VEHICLES** – *Page 2*
- THREE) – **AFRICAN MEDIATOR IN IVORY COAST AGAIN AS OUATTARA CALLS FOR STRIKE** – *Page 2*
- FOUR) – **ASHTON COMMENDS SUCCESSFUL HOLDING OF HISTORIC REFERENDUM ON SOUTHERN SUDAN'S SELF DETERMINATION** – *Page 3*
- FIVE) – **CHINA, U.S. SEEK TO EXTEND INFLUENCE IN SOUTH SUDAN** – *Page 3*
- SIX) – **SUDAN RULING PARTY SAYS SOUTH SUDAN VOTE "BROADLY FAIR"** - *Page 4*
- SEVEN) – **SUDAN OPPOSITION THREATENS PROTESTS OVER PRICE HIKES** - *Page 4*
- EIGHT) – **SUDAN'S ATL TURABI PREDICTS TUNISIA-LIKE REVOLUTION** - *Page 5*
- NINE) – **SOUTH SUDAN INDEPENDENCE VOTE CREDIBLE, SAY EU OBSERVERS** - *Page 5*
- TEN) – **SENEGAL PRESIDENT ORDERS GOVERNMENT TO CONTAIN FOOD PRICES** – *Page 5*
- ELEVEN) – **THREE SENEGAL SOLDIERS KILLED IN CLASH WITH REBELS** - *Page 6*
- TWELVE) – **FAO PLAYS DOWN RISK OF FOOD CRISIS REPEAT** - *Page 6*
- THIRTEEN) – **MAURITANIA PRESIDENT ORDERS GOVERNMENT TO CONTAIN FOOD PRICES** - *Page 7*
- FOURTEEN) - **FRANCE FEELS ITS INTERESTS ARE CHALLENGED IN CURRENT CRISES** – *Page 7*
- FIFTEEN) – **TUNISIA OPPOSITION TO GET MINISTRIES** - *Page 8*
- SIXTEEN) - **FRENCH GOVERNMENT TO WATCH CLOSELY MOVEMENTS OF TUNISIAN ASSETS** - *Page 8*
- SEVENTEEN) - **EGYPT WARNS AGAINST WESTERN MEDDLING IN ARAB AFFAIRS** – *Page 9*

## **ONE) – EU FREEZES ASSETS OF GBAGBO AND SUPPORTERS**

L'Union européenne a décidé vendredi le gel des avoirs en Europe de Laurent Gbagbo et de 84 proches de son clan en raison de son refus de céder le pouvoir au président ivoirien reconnu par la communauté internationale, Alassane Ouattara, selon des sources diplomatiques. L'Union européenne a également décidé le gel des avoirs de "11 entités" économiques notamment dans le secteur portuaire et des médias, a-t-on précisé de même source. Ces 85 personnes sont en même temps interdites de visa dans toute l'UE, selon des diplomates. Ces sanctions s'ajoutent à une première liste de personnes frappées d'interdiction de visa dans l'Union européenne, sur laquelle figuraient déjà 59 personnes dont le président ivoirien sortant Laurent Gbagbo et son épouse, adoptée fin décembre.

## **TWO) – UN ACCUSES GBAGBO FORCES OF ATTACKING, BURNING UN VEHICLES**

La situation restait très tendue jeudi en Côte d'Ivoire, l'ONU accusant des partisans de Laurent Gbagbo d'avoir incendié deux de ses véhicules et d'en avoir endommagé trois autres à Abidjan, où des quartiers sont sous couvre-feu nocturne après des violences meurtrières en début de semaine. Jeudi, "les forces civiles et militaires du camp du président Gbagbo ont commencé à attaquer des véhicules de l'Onuci à Abidjan. Ainsi, deux véhicules de l'Onuci ont été brûlés et trois autres ont été endommagés, dont une ambulance", a affirmé l'Onuci dans un communiqué. Le ministère de l'Intérieur du gouvernement Gbagbo a récusé ce bilan. "Nous avons dénombré un seul véhicule incendié par des habitants", a déclaré à l'AFP le porte-parole du ministère, Abdoulaye Traoré. Le secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon a condamné de son côté "un total de six incidents" jeudi, soulignant qu'il s'agissait de "crimes selon la loi internationale". Les Etats-Unis se sont dits "de plus en plus préoccupés par l'incitation à la violence du régime Gbagbo contre" les soldats de l'ONU. Dans la nuit de mardi à mercredi, trois Casques bleus avaient été "légèrement blessés" dans une "embuscade" tendue par les forces pro-Gbagbo au quartier d'Abobo (nord), avait accusé l'Onuci. Paris a condamné cet acte ainsi que "les appels à la haine contre l'Onuci relayés par certains médias ivoiriens, en particulier la radio-télévision" RTI. Le président sortant Laurent Gbagbo, appelé par l'ONU à céder le pouvoir à son rival Alassane Ouattara qu'elle reconnaît comme vainqueur de l'élection de novembre, a exigé le départ de l'Onuci.

## **THREE) –AFRICAN MEDIATOR IN IVORY COAST AGAIN AS OUATTARA CALLS FOR STRIKE**

Le médiateur de l'Union africaine pour la crise ivoirienne, le Premier ministre kényan Raila Odinga, est attendu en début de semaine à Abidjan où le camp d'Alassane Ouattara a appelé à une grève générale à partir de mardi jusqu'au départ de la présidence de son rival Laurent Gbagbo. Le Rassemblement des Houphouétistes pour la démocratie et la paix (RHDP, coalition pro-Ouattara) a appelé dimanche soir à une opération "pays mort" à compter de mardi, "jusqu'à ce que" M. Gbagbo "reconnaisse sa défaite et quitte le pouvoir". Le RHDP avait déjà appelé à une grève générale dans le pays entre le 27 et le 30 décembre, qui avait eu un succès mitigé. Cet appel est intervenu le jour où M. Odinga s'est rendu à Abuja où il s'est entretenu avec le numéro un nigérian Goodluck Jonathan, président en exercice de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (CDEAO), selon une source présidentielle nigériane. Aucun détail n'était disponible sur la teneur de leur discussion ni sur le programme précis de M. Odinga, attendu à Abidjan lundi au plus tôt, selon des sources concordantes. Dans la suite d'une visite infructueuse début janvier, sa mission paraît en l'état quasi impossible pour trouver une solution pacifique à la grave crise née de la présidentielle du 28 novembre. Toujours retranché au Golf hôtel d'Abidjan soumis à un blocus des forces armées loyales à son adversaire, M. Ouattara a paru cette semaine faire son deuil de la diplomatie en appelant à la force pour déloger M. Gbagbo. Le sortant se considère aussi comme le seul président mais il est menacé d'une opération militaire de la CDEAO, actuellement en préparation, s'il continue de refuser de céder le pouvoir. Depuis la présidentielle, les médiations africaines se sont succédé sans résultats à Abidjan, où ont défilé l'ancien président sud-africain Thabo Mbeki, le président de la commission de l'UA Jean Ping, M. Odinga avec les présidents mandatés par la CDEAO Boni Yayi (Bénin), Ernest Koroma (Sierra Leone) et Pedro Pieres (Cap-Vert), et l'ex-chef d'Etat nigérian Olusegun Obasanjo. "Nous voulons qu'un dialogue entre le camp Ouattara et le président Gbagbo soit instauré", a répété dimanche à l'AFP le porte-parole du gouvernement Gbagbo, Ahoua Don Mello. Selon lui, les deux rivaux "peuvent s'asseoir, discuter et trouver une solution". "Il faut que (M. Gbagbo) parte, c'est urgent", a réaffirmé la porte-parole de M. Ouattara, Anne Ouloto, pour qui le président sortant "ruse" et "ne

montre aucun signe rassurant de bonne foi". Selon elle, M. Gbagbo "n'est pas dans une logique de paix ou de dialogue. On l'a vu hier (samedi) avec le discours haineux et méchant" de sa femme Simone Gbagbo, qui a qualifié lors d'un rassemblement à Abidjan M. Ouattara de "chef bandit" et le président français Nicolas Sarkozy de "diable". Raila Odinga estime que la force doit être une solution de "dernier recours", même si les chefs d'état-major de la CDEAO doivent se réunir la semaine prochaine à Bamako pour évoquer cette option. A Abidjan, dans les deux quartiers considérés comme des bastions de M. Ouattara, placés sous couvre-feu depuis mercredi après des violences meurtrières, aucun incident n'a été rapporté dimanche. Au moins 11 personnes avaient été tuées, dont huit membres des forces de l'ordre. Dans la capitale Yamoussoukro, cinq à sept personnes ont été blessées lors d'un incident opposant des partisans de M. Ouattara à une milice pro-Gbagbo, ont rapporté des témoins. Selon le dernier bilan de l'ONU, les violences de la crise postélectorale ont fait 247 morts depuis la mi-décembre.

#### **FOUR) – ASHTON COMMENDS SUCCESSFUL HOLDING OF HISTORIC REFERENDUM ON SOUTHERN SUDAN'S SELF DETERMINATION**

Statement by Catherine Ashton, European Union High Representative for Foreign Affairs and Security Policy and Vice President of the European Commission, on the conclusion of Southern Sudan's self-determination referendum (9-15 January 2011)

With the close of polling today, the first phase of the historic Southern Sudan Referendum has ended, actively supported by the European Union. Counting will start shortly and final results are expected in mid-February. The EU has deployed a large election observation mission to monitor the referendum process. The Chief Observer, Véronique de Keyser, Member of the European Parliament, will make her preliminary statement on 17 January.

Against this background, Catherine Ashton, made the following statement:

"I would like to express my great satisfaction that the Southern Sudan Referendum was held on time and conducted peacefully. The people of Southern Sudan turned out in large numbers to exercise, with patience and dignity, their right to vote on self-determination. This was a historic event and a major milestone in implementation of the Comprehensive Peace Agreement (CPA), of which the European Union is a witness.

I commend both Sudanese parties to the CPA for their leadership and for their pledges that the safety and security of all peoples in Sudan will be respected throughout this process. I also commend the Southern Sudan Referendum Commission and the South Sudan Referendum Bureau for their efforts to make this referendum happen despite numerous challenges. I welcome the commitment made by President Bashir that his Government will respect the outcome of the Referendum.

The EU has deployed a large election observation mission led by Véronique de Keyser to monitor the referendum process. I welcome the contribution made by domestic and international observers and the strong leadership shown by the United Nations Mission in Sudan.

I am deeply concerned about the recent reports of clashes in the Abyei area and deplore the loss of life there. I call upon the Sudanese parties to maintain calm and resolve this issue through peaceful dialogue. The EU is encouraged by the public commitments by President Bashir and First Vice President Salva Kiir to continue negotiations on outstanding CPA and post-referendum issues and to foster cooperation between North and South regardless of the outcome of the Referendum. The EU stands ready to assist the parties further in ways they would consider helpful to achieve lasting peace and stability, in cooperation with other international partners."

#### **FIVE) – CHINA, U.S. SEEK TO EXTEND INFLUENCE IN SOUTH SUDAN**

La Chine a le pétrole, les Etats-Unis ont l'influence politique. Les deux superpuissances avancent chacune à leur manière leurs pions sur l'échiquier du Sud-Soudan, vaste région gorgée de ressources naturelles appelée à devenir un pays indépendant dès cette année. Les Etats-Unis, qui ont investi des millions en aide humanitaire pendant la guerre civile et accueilli des milliers de Sudistes, sont considérés comme un allié stratégique du Sud-Soudan, contrairement à la Chine, principal allié du pouvoir à Khartoum. Jimmy Carter, John Kerry, l'envoyé spécial Scott Gration: les Américains ont observé de près le déroulement du référendum,

qui se termine samedi. Les Etats-Unis avaient joué un rôle majeur dans la signature de l'accord de paix ayant mis fin en 2005 à plus de deux décennies de guerre civile et sont impliqués dans les négociations sur le futur des relations Nord-Sud. Levée des sanctions économiques, retrait du Soudan de la liste des pays terroristes, efforts pour réduire la dette soudanaise: Washington a "des carottes" pour convaincre Khartoum de maintenir des relations Nord-Sud pacifiques en cas de sécession du Sud-Soudan. La Chine, premier client du pétrole soudanais, vend ses armes à Khartoum, et lui sert parfois de paratonnerre au Conseil de sécurité de l'ONU. Mais avec 80% des réserves pétrolières soudanaises, évaluées à plus de six milliards de barils, enfouies au Sud, Pékin a du changer son image d'allié de Khartoum auprès des autorités sudistes. A Juba, capitale du Sud autonome, la Chine a ouvert un consulat en 2008, et la société pétrolière CNPC a investi dans un centre informatique pour l'université locale. Les autorités sudistes ont reçu à l'automne une délégation du Parti communiste chinois. **CHARM OFFENSIVE** "Les Chinois, appuyés par CNPC, ont monté une offensive de charme au Sud en amenant plusieurs dizaines de leaders sudistes en Chine", explique un diplomate occidental sous couvert d'anonymat. Ces efforts ont "eu un certain succès", ajoute ce responsable, précisant que la Chine n'est pas seulement intéressée par le pétrole sud-soudanais, mais aussi par le potentiel minier. "Il y a de l'uranium, de la bauxite, des diamants, du cuivre, de l'or. Le Sud-Soudan est l'un des rares endroits dans le monde où il y a de grands dépôts de minéraux encore inexploités", dit-il. Les autorités sudistes se sont engagées à honorer les accords pétroliers signés pendant la guerre par le gouvernement de Khartoum avec des sociétés chinoises. "Mais dans les contrats signés avec la Chine (...) plusieurs choses ont été mises de côté, comme le respect des droits de l'Homme et de l'environnement", explique à l'AFP le ministre sud-soudanais du pétrole, Garang Diing, favorable à des mesures plus musclées afin de lutter contre la pollution présumée de nappes d'eau liée à l'industrie pétrolière chinoise au Sud. En se rapprochant des Sudistes, la Chine pourrait aussi jouer un rôle clé pour la pacification des relations Nord-Sud, estiment des analystes. La Chine "va tenter de maintenir de bonnes relations à la fois avec le Nord et le Sud, et va user de son influence en coulisse afin de favoriser des relations conviviales" entre les deux parties, estime Alex Vines, directeur de la section Afrique à l'institut britannique Chatham House. "La dernière chose que souhaite la Chine est un nouveau conflit au Soudan", dit-il à l'AFP.

#### SIX) – **SUDAN RULING PARTY SAYS SOUTH SUDAN VOTE "BROADLY FAIR"**

A senior north Sudanese official said on Friday the south's independence referendum was largely fair and his ruling party would accept the likely vote for secession. "We are satisfied with the process and, as it has been declared by the President (Omar Hassan) Al-Bashir, we will respect the outcome of the referendum ... It will most likely be for secession," Ibrahim Ghandour, from the ruling National Congress Party (NCP), told Reuters in an interview. The most conciliatory comments to date from Khartoum will ease political tension in the south, where some commentators had warned that the north might try to disrupt the vote in an effort to keep control of the south's oil reserves. On Friday, southerners started their penultimate day of voting in the week-long referendum on whether to declare independence, a plebiscite that it widely expected to see the underdeveloped region emerge as a new nation. The poll caps a 2005 peace deal that ended decades of north-south conflict fought over religion, ethnicity and oil. It was Africa's longest civil war and killed an estimated 2 million people, forced 4 million to flee and destabilised much of the region. Ghandour, the NCP's secretary for political relations, said the vote was "broadly fair" despite some reports of supporters of Sudanese unity being intimidated in remote areas of south Sudan's Bahr El-Ghazal states. "I think till now the process is going smoothly. The most important thing is that it is going very, very peacefully ... I think it will meet with the standards required," he said. "We still wait to see the final report of our observers as well as international observers." He added: "If secession occurs we are ready to support a new state and we look forward to brotherly relations with our ex- citizens."

#### SEVEN) – **SUDAN OPPOSITION THREATENS PROTESTS OVER PRICE HIKES**

Sudan's opposition threatened on Sunday to take to the streets if the government did not remove its finance minister and dismantle parliament over the decision to raise prices on a range of goods. Khartoum announced emergency measures earlier this month to redress its budget deficit, including a reduction in subsidies for petroleum products and hikes in the price of sugar. The price increases have sparked student protests in the country's northern agricultural heartland. "We demand the sacking of the finance minister who was not honest in his budget presentation and dismantling of the parliament which passed the price rises without even

questioning the finance minister," a statement from the opposition coalition of around 20 parties said. Opposition official Kamal Omer said the heads of the parties would meet on Wednesday to plan the street protests, saying they were "ready to fight for change and are preparing for our popular revolution." The threat comes at a politically sensitive time for the government of President Omar Hassan al Bashir, who stands to lose control over the oil-producing south in a referendum agreed as part of a 2005 peace deal to end a north-south civil war. Sudan is also suffering from a deep economic crisis. Bashir's government has spent heavily on defence, while increasing its debt and imports to cover a fall in local production, leading to foreign exchange shortages, rising inflation and a weakening Sudanese pound. Sudan's opposition is still smarting from an election last April which handed Bashir's party a major victory and a parliamentary majority which will allow them to change the constitution if the south secedes. Most of the opposition boycotted the election, accusing the ruling National Congress Party (NCP) of widespread fraud. Observers said the polls did not meet international standards. The NCP has warned the opposition that street protests will not be tolerated. Khartoum blames the country's economic woes on the global financial crisis and speculation about the south's secession. Sudan's youth, inspired by Tunisia where weeks of popular protests swept its president from power, on Saturday began a peaceful movement on social networking sites calling for people to stand outside their houses everyday at 7 p.m. The event attracted more than 2,000 members on Facebook in its first day. Sudan was the last Arab state to stage a popular uprising in 1985, toppling former President Jaafar Nimeiri.

#### **EIGHT) – SUDAN'S ATL TURABI PREDICTS TUNISIA-LIKE REVOLUTION**

Un soulèvement populaire comme en Tunisie est "probable" au Soudan, plus vaste pays arabe sur le point de la partition et en proie à une inflation galopante des denrées alimentaires, a déclaré lundi à l'AFP le chef de l'opposition islamiste, Hassan al-Tourabi. "Ce pays a connu d'autres soulèvements populaires dans le passé, ce qui est s'est passé en Tunisie est un rappel. Il est probable que cela se produise au Soudan, si cela ne se produit pas il y aura un bain de sang, car le pays entier est armé", a déclaré M. Tourabi. Un soulèvement populaire en Tunisie a conduit vendredi à la chute du président Zine El Abidine Ben Ali. Le Soudan a connu deux soulèvements populaires ayant renversé le pouvoir militaire, en 1964 et en 1985. Hassan al-Tourabi est de son côté considéré comme l'architecte du coup d'Etat militaire, soutenu par les islamistes, ayant porté au pouvoir en 1989 Omar el-Béchir. Les deux hommes ont coupé les ponts dix ans plus tard, et M. Tourabi a fondé un parti d'opposition, baptisé le "Congrès populaire". Le Soudan, plus grand pays du monde arabe et de l'Afrique, est menacé de partition après le référendum d'indépendance du Sud du pays. "La population est sous le choc, elle vraiment préoccupée par la désintégration du pays", a ajouté M. Tourabi. Dans le Nord-Soudan, le gouvernement, confronté à des difficultés financières, a été forcé de couper les subventions d'Etat à des produits alimentaires de base, une décision mal reçue par une partie de la population. "Le Soudan n'est pas un petit pays comme la Somalie, il est exposé à un risque de chaos pire qu'en Somalie", a soutenu cheikh Tourabi (78 ans), soupçonné par le gouvernement de liens avec le Mouvement pour la justice et l'égalité (JEM), le plus militarisé des groupes rebelles du Darfour, région du nord-ouest du Soudan théâtre depuis huit ans d'une guerre civile complexe. La population au Soudan "ne fait pas de manifestations, elle se bat", a-t-il affirmé. "Je suis convaincu que s'il y a un soulèvement populaire ici, la région du Darfour sera active", a ajouté M. Tourabi, qui a été écroué à plusieurs reprises depuis dix ans pour ses déclarations flamboyantes.

#### **NINE) – SOUTH SUDAN INDEPENDENCE VOTE CREDIBLE, SAY EU OBSERVERS**

La chef de la mission des observateurs de l'Union européenne pour le référendum d'indépendance du Sud-Soudan a qualifié lundi de "pacifique et crédible" le scrutin qui s'est tenu du 9 au 15 janvier. "Les termes que nous utilisons ici (pour décrire le référendum) sont: pacifique et crédible", a déclaré Véronique de Keyser lors d'une conférence de presse à Khartoum. "Si je devais résumer la conduite du référendum, je dirais: le vote était libre et pacifique, avec une participation écrasante".

#### **TEN) – SENEGAL PRESIDENT ORDERS GOVERNMENT TO CONTAIN FOOD PRICES**

Le président sénégalais Abdoulaye Wade a demandé à son gouvernement de lui "soumettre dans les meilleurs délais" des propositions de baisse des prix des denrées de base, après une forte augmentation ces

derniers jours, a-t-on appris vendredi de source officielle. Le chef de l'Etat sénégalais a "exprimé sa grande préoccupation face aux prix élevés des denrées de première nécessité", selon un communiqué du conseil des ministres transmis vendredi à l'AFP. Il a "instruit le Premier ministre (Souleymane Ndéné Ndiaye), en rapport avec les ministres chargés des Finances et du Commerce de lui soumettre dans les meilleurs délais les propositions idoines pour appliquer (une) baisse (des prix) afin de soulager les ménages", selon la même source. Les prix des denrées de base ont connu une forte augmentation ces derniers jours au Sénégal. Selon l'Agence nationale de la statistique et de la démographie (ANSD), qui dépend du ministère de l'Economie et des finances, un produit comme le gaz a augmenté de 25,4% en un mois, entre novembre et décembre. Le coût des principaux carburants et du transport a également subi une forte hausse, de même que les prix de l'huile, du lait et du sucre. La coalition des centrales syndicales, formée de 18 organisations, organise mardi prochain à Dakar une marche nationale contre "la vie chère" au Sénégal.

#### **ELEVEN) – THREE SENEGAL SOLDIERS KILLED IN CLASH WITH REBELS**

Trois militaires sénégalais ont été tués, jeudi, en Casamance (sud) dans des affrontements avec des "rebelles", ce qui porte à 12 le nombre de soldats tués dans cette région en moins de trois semaines, a-t-on appris auprès d'un élu.

#### **TWELVE) – FAO PLAYS DOWN RISK OF FOOD CRISIS REPEAT**

A senior official of the UN's food agency played down concerns that tighter supplies of food could lead to a repeat of the 2008 food crisis because stocks were ample. Last week, the UN's Food and Agriculture Organisation said global food prices reached their highest levels since its records began in 1990 and that grains prices could climb further as adverse weather patterns give cause for concern. Food inflation has risen to the top of the agenda for many policymakers with memories still fresh of the 2008 food crisis, when soaring prices sparked riots in several countries, high inflation and in several cases deep trade deficits. In an interview with Reuters in Tokyo, Hiroyuki Konuma, the FAO's regional representative for Asia and the Pacific, acknowledged that food supply and demand was tight. But he said the situation was not as severe as 2008 because grains stocks were sufficient at the equivalent of about a quarter of annual production. "In general, the supply/demand situation of food grains has become very tight at the moment but enough stocks means there is no cause for alarm," Konuma said. "We still maintain sufficient stocks, which is about 25 percent of annual production. As long as there are sufficient stocks, that means the world has enough food still to feed the people." Still, he said if stocks continued to drop over the next couple of years, there would be cause for concern. The FAO report last week showed that its food price index for December had risen for the sixth straight time. Sugar and meat were at record highs and its cereals index, which includes staples such as wheat, rice and corn, rose to its highest level since August 2008. **DIFFERENT FROM 2008** Konuma, FAO assistant director-general and regional representative, based in Bangkok, said it was too early to say if the index had continued to rise in January. "There could be additional external factors that may cause a potential further increase in prices, but it's premature to say," he said. Rises in wheat and crude oil prices are the key concerns but they are still below their peaks hit in 2008, while prices of rice, the staple food in Asia, have fallen sharply, Konuma said. Severe weather and natural disasters have hit key grain-producing countries, fuelling supply shortage concerns as demand from emerging nations such as China and India is growing. Corn and soybean prices hit two and a half year highs this week after the U.S. Agriculture Department announced a surprisingly steep reduction in its forecasts for global grains and oilseeds supplies. China, India, South Korea, Algeria are among countries that have carried out various measures to combat rising food prices and growing consumer concern. Despite some signs of social discontent, Konuma said there were no signs of the sort of riots that were seen in 2008. The 2008 crisis resulted from a combination of factors including low world stock levels of food grain after wheat production dropped sharply for two straight years in Australia. "This year, while (stock) is lower than last year by 6 percent, it is not as critically low as two years ago," he said. In addition, he said there were significant differences now to 2008. While wheat prices have gained 60 percent since June 2010, they still 30-40 percent below the 2008 peak, Konuma said. Oil has risen to above \$90 a barrel from \$60-\$70 a few months ago, but is far below the 2008 peak of around \$147, and unlike in 2008, the price of ethanol and biodiesel hasn't tracked crude oil prices higher, he said. One risk is that a rise in oil prices boosts production costs for business and encourages farmers to grow more bio-energy crops, intensifying competition for land and

water and accelerating the conversions of key food grains into ethanol, he said. **WARNS AGAINST EXPORT RESTRICTIONS** The 2008 food crisis, initially sparked by fear of wheat shortages in some countries, led some governments to impose export restrictions on rice, the key staple substitute. Konuma urged countries to avoid protectionist moves, such as imposing export restrictions. He called on exporters to keep to the World Trade Organization's international trade agreements and rules. He pointed to examples in recent years where countries had restricted exports of grains in order to protect their domestic markets. "This is alarming. There should be a global watch dog to warn or prevent this," he said. He also said authorities should take action if market speculation starts to threaten peoples' access to food. "If access to food is affected by food price hikes, and if it is led by market speculation, then we should prevent such occurrences because food is essential for human beings to survive and it shouldn't be treated as an object or target for investment," Konuma said. "Fluctuations in price are natural. But over-speculation beyond certain limits affects the life of the poor. It's a moral obligation, a human rights issue. The world should discuss the matter very seriously," he said.

### THIRTEEN) – MAURITANIA PRESIDENT ORDERS GOVERNMENT TO CONTAIN FOOD PRICES

Le président mauritanien Mohamed Ould Abdel Aziz a demandé à son gouvernement de "prendre les mesures les plus urgentes" pour "contenir les prix" des denrées alimentaires, selon un compte rendu du conseil des ministres publié vendredi. Le pays connaît depuis quelques temps une flambée des prix, notamment du sucre, de l'huile et du lait en poudre, très critiquée par l'opposition. "Au regard de l'évolution des prix de certaines denrées alimentaires, le président de la République a instruit le gouvernement de prendre les mesures les plus urgentes de nature à permettre de contenir les prix à des niveaux les plus accessibles aux populations sur l'ensemble du territoire", selon le communiqué publié par l'agence mauritanienne d'information (AMI, publique). Cette annonce intervient alors que l'augmentation des prix des denrées de base a été à l'origine d'émeutes meurtrières dans un pays voisin, l'Algérie, qui ont fait cinq morts et 800 blessés la semaine dernière. Jeudi, dans un quartier de Nouakchott, des élèves des établissements scolaires avaient manifesté contre la hausse des prix des denrées de base. Et la Coordination de l'opposition démocratique (COD) a organisé jeudi soir une marche et un meeting qui a réuni plusieurs milliers de personnes dans la capitale mauritanienne. "Rien ne va dans ce pays, la corruption, la gabegie, les marchés de gré à gré et le népotisme", a alors dénoncé Ahmed Ould Daddah, dirigeant du principal parti d'opposition, évoquant des "conditions de vie intenable". Auparavant, le vice-président du parti au pouvoir (Union pour la République, UPR), Mohamed Yahya Ould Horma, avait accusé l'opposition "d'utiliser le sujet des prix pour faire de la surenchère politique et de la propagande mensongère". En prônant des mesures urgentes, le président mauritanien a notamment demandé au gouvernement "de valoriser davantage la production nationale, et particulièrement dans les secteurs des céréales, de la viande, du poisson et des légumes".

### FOURTEEN) - FRANCE FEELS ITS INTERESTS ARE CHALLENGED IN CURRENT CRISES

Niger, Côte d'Ivoire, Haïti et maintenant Tunisie et Liban: la France, qui a d'importants intérêts dans chacun de ces pays, est confrontée au défi de voir les crises qui les secouent accentuer encore sa perte d'influence sur la scène internationale. Tous les experts s'accordent à dire que chacun de ces points chauds a "son propre calendrier, sa propre logique" qui nécessite "une réponse sur mesure". Mais "le fait que ces cinq pays, à des titres et pour des motifs différents, soient en crise n'est pas une bonne nouvelle pour la France", convient Pascal Boniface, directeur de l'Institut des relations internationales et stratégiques (Iris). "Quand vous avez cinq pays en difficulté dans lesquels vous comptez énormément, vous êtes plus ou moins directement en difficulté", résume ce spécialiste des questions diplomatiques. "Ces Etats sont des pays où la France a une influence mais il y a bien d'autres Etats concernés par leurs problèmes", relativise Philippe Moreau-Defarges, expert de l'Institut français des relations internationales (Ifri). Au Niger, pays stratégique pour Paris en raison de ses gisements d'uranium et où des Français sont enlevés, voire exécutés, par Al-Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi), les intérêts de la France sont visés très explicitement. Conséquence: le Sahel, zone d'influence post-coloniale naturelle pour Paris, se vide progressivement de ses Français. En Tunisie, ex-protectorat français, les émeutes et leur répression sanglante ont fait mercredi une première victime française, un enseignant franco-tunisien. La forte présence française et les enjeux économiques qui alimentent une relation bilatérale privilégiée pourraient

souffrir de la déstabilisation du pays si elle perdure. "La révolte se fait non pas contre la France mais contre le régime", note Pascal Boniface. Mais le vent "pourrait tourner si la France apparaît aux yeux de l'opinion tunisienne trop liée au régime du président ben Ali", met-il en garde. Paris a tardé à réagir fortement pour s'aligner finalement sur la plupart des pays occidentaux en condamnant "l'utilisation disproportionnée de la violence" contre les manifestants. La Côte d'Ivoire, où le président sortant Laurent Gbagbo et celui que la communauté internationale reconnaît comme vainqueur de la dernière élection présidentielle, Alassane Ouattara se disputent le pouvoir, représente aussi une sphère d'influence économique très importante pour Paris. Dans ce pays, où de grandes entreprises françaises jouent un rôle majeur, "il y a une situation qui n'est pas bonne". "Mais si elle se décantait, si un régime plus stable redynamisait le pays et l'économie ivoirienne, elle pourrait au contraire être favorable à la France", juge le directeur de l'Iris. **ALL WESTERN INTERESTS CHALLENGED** Plus pessimiste, Philippe Moreau-Defarges considère que l'influence française dans le monde, déjà en recul, est condamnée à diminuer encore avec les multiples crises touchant des pays proches de la France. Il va y avoir "à nouveau une baisse d'influence française", prédit-il en évoquant "la fin d'une ère post-coloniale". "Toutes les diplomaties qui avaient de l'influence sont dans le collimateur", ajoute-t-il, en citant les Etats-Unis et la Grande-Bretagne. En Haïti, autre pays francophone qui se perd dans une crise politique après avoir été frappé par un terrible séisme il y a un an, comme au Liban menacé d'une nouvelle guerre civile après la chute du gouvernement, les diplomates français voient aussi leurs efforts bien malmenés.

#### FIFTEEN) – TUNISIA OPPOSITION TO GET MINISTRIES

Three Tunisian opposition leaders will take posts in a new coalition government, and the foreign and interior ministers in the old administration will keep their jobs, two sources close to the negotiations told Reuters. The sources said Najib Chebbi, founder of the opposition PDP party, would be regional development minister, Ahmed Ibrahim, head of the Ettajdid party, would be higher education minister, and Mustafa Ben Jaafar, head of the Union of Freedom and Labour, would have the health portfolio. Ahmed Friaa, appointed interior minister last week, and Kamel Morjane, foreign minister under the old government, will stay in their jobs, the sources said.

#### SIXTEEN) - FRENCH GOVERNMENT TO WATCH CLOSELY MOVEMENTS OF TUNISIAN ASSETS

La ministre de l'Economie, Christine Lagarde, a précisé lundi que les avoirs tunisiens dans les banques françaises étaient sous "vigilance particulière", mais qu'il n'y avait pas de "gel des avoirs" car cela nécessitait une décision judiciaire ou internationale. Interrogée sur Europe 1, Mme Lagarde a déclaré que le gouvernement avait demandé à [Tracfin](#), organisme de lutte contre les mouvements suspects de capitaux, "d'exercer une vigilance particulière" et de procéder à un "blocage administratif". "Ce n'est pas exactement un gel des avoirs, puisque le gel ne se décide que sur une décision judiciaire ou une décision internationale", a-t-elle précisé. Avec le ministre du Budget, François Baroin, "nous avons demandé à Tracfin de demander à toutes les banques françaises d'être en vigilance extrême sur tous les mouvements de fonds et les demandes de transferts concernant les comptes et les avoirs tunisiens", a-t-elle ajouté, sans préciser les montants concernés. "Ils doivent en cas de mouvement anormal, curieux, par son montant, sa destination, alerter Tracfin", a-t-elle poursuivi. Tracfin a la possibilité de "bloquer pendant 48 heures et ensuite de saisir une instance judiciaire", a ajouté Mme Lagarde. "C'est très souvent ce qu'il se passe dans des situations troubles de ce type, en cas de changement et de transition de régime", a-t-elle dit. Interrogée pour savoir pourquoi ces avoirs n'avaient pas été bloqués avant, Mme Lagarde a répondu que "le caractère douteux des avoirs" apparaît "au moment où des instances démocratiques différentes se mettent en place". La ministre a ajouté que la France, comme la Suède, la Suisse et la Grande-Bretagne, étaient à l'initiative du programme "[Stolen Asset Recovery](#)" (Star) qui permet à des Etats légitimes ou des propriétaires légitimes, qui auraient été spoliés par des chefs d'Etat ou des gouvernements, de récupérer leurs biens. Le président Nicolas Sarkozy avait affirmé samedi que la France avait pris "les dispositions nécessaires pour que les mouvements financiers suspects concernant des avoirs tunisiens en France soient bloqués administrativement". En ce qui concerne les biens immobiliers, "c'est moins compliqué", a expliqué Mme Lagarde "parce que ce n'est pas mobile ou transférable sur un simple clic informatique". Cependant, "les notaires sont sous la même contrainte" que les banquiers et "ils doivent soumettre à Tracfin tout mouvement possible, y compris sur l'immobilier", a-t-elle souligné.

## SEVENTEEN) - EGYPT WARNS AGAINST WESTERN MEDDLING IN ARAB AFFAIRS

Le ministre égyptien des Affaires étrangères, Ahmed Aboul Gheit, a mis en garde dimanche l'Occident contre toute ingérence dans les affaires arabes, quelques jours après que la secrétaire d'Etat américaine Hillary Clinton eut appelé à des réformes dans la région. M. Aboul Gheit, cité par l'agence de presse officielle Mena, a appelé le sommet économique arabe, qui se tient mercredi à Charm el-Cheikh (Egypte), à publier une déclaration à propos des "tentatives de certains pays occidentaux et arabes de s'immiscer dans les affaires égyptiennes et arabes". "Nous espérons que ce sommet adoptera la proposition de l'Egypte qui serait un message des Arabes qui dit au monde occidental et européen: +N'osez pas vous immiscer dans nos affaires+", a-t-il dit. Jeudi, dans un discours sans compromission devant le Forum de l'Avenir à Doha, Mme Clinton a averti les régimes arabes que s'ils ne donnaient pas plus d'espace à leurs peuples, les extrémistes exploiteraient la situation. Les peuples de la région sont "lassés des institutions corrompues" et des politiques "stagnantes", a-t-elle dit, appelant les dirigeants à construire "de concert avec leurs peuples" un avenir meilleur dans lequel les libertés politiques et les initiatives économiques seraient encouragées. Si les dirigeants n'offrent pas une vision positive aux jeunes, "d'autres combleront le vide", a-t-elle souligné, mettant en garde contre le fait que "des éléments extrémistes, des groupes terroristes et d'autres qui exploitent le désespoir et la pauvreté sont en compétition pour gagner de l'influence". Lancé en 2004, le Forum de l'Avenir a pour but d'encourager les réformes politiques, économiques et sociales au Moyen-Orient et en Afrique du Nord.

Fernando Matos Rosa

Brussels

